

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
30 avril 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Mise en œuvre du plan d'action convenu à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010

Rapport présenté par le Canada*

La mesure n° 20 du plan d'action énoncé dans le document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 prévoit que les États parties présentent régulièrement des rapports sur l'application du plan d'action, des 13 mesures concrètes de désarmement nucléaire convenues dans le document final de la Conférence d'examen de 2000, et des dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article VI de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Le Canada soumet en conséquence le présent rapport, dans lequel sont mises à jour les informations déjà communiquées aux réunions du Comité préparatoire en 2012 (NPT/CONF.2015/PC.1/10), 2013 (NPT/CONF.2015/PC.II/9) et 2014 (NPT/CONF.2015/PC.III/8 et 9).

Mesure Mesures mises en œuvre depuis avril 2014

Désarmement nucléaire

- 1 La politique canadienne en matière de sécurité internationale continue de promouvoir un processus graduel visant à encourager la non-prolifération, la réduction, puis l'élimination des armes nucléaires, conformément aux obligations que le Canada a contractées en tant que membre de l'OTAN, et de façon à promouvoir la stabilité stratégique pour tous.

Le Canada s'emploie à promouvoir cette politique en concertation avec ses alliés et partenaires, notamment à l'OTAN, au G7, à l'Organisation internationale de la Francophonie, à l'Organisation des États américains, à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et dans le cadre de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement.

* Le présent document est publié sans avoir été revu par les services d'édition.



- 2 Le Canada continue de promouvoir les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence de l'exécution des obligations découlant du Traité. Il a notamment coparrainé le document de travail conjoint de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement relatif à la transparence des États Parties non dotés d'armes nucléaires (NPT/CONF.2015/WP.17).

Il a coparrainé la résolution 69/37, intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire », dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a engagé tous les États dotés d'armes nucléaires à adopter de nouvelles mesures pour renforcer la transparence de l'exécution de leurs engagements en matière de désarmement nucléaire.

Il a coparrainé la résolution 69/52, intitulée « Unité d'action pour l'élimination totale des armes nucléaires », dans laquelle l'Assemblée a souligné qu'il importe d'appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence au processus de désarmement et de non-prolifération nucléaires.
- 3 Sans objet
- 4 Sans objet
- 5 Sans objet
- 6 Le Canada est favorable à la création d'un organe subsidiaire au sein de la Conférence du désarmement pour traiter du désarmement nucléaire dans le cadre d'un programme de travail équilibré et exhaustif. Il était disposé à adhérer au consensus sur le programme de travail proposé par le Président mexicain de la Conférence le 27 janvier 2015 dans le document CD/WP.584, dans lequel il était prévu de créer un tel organe à cette fin.
- 7 Le Canada est favorable à la création d'un organe subsidiaire au sein de la Conférence pour traiter d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes dans le cadre d'un programme de travail équilibré et exhaustif. Il était disposé à adhérer au consensus sur le programme de travail proposé par le Président mexicain de la Conférence le 27 janvier 2015 dans le document CD/WP.584, dans lequel il était prévu de créer un tel organe à cette fin.
- 8 Sans objet
- 9 Le Canada est favorable à l'organisation d'une conférence sur une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, à laquelle participeraient tous les pays de la région en vertu d'arrangements librement conclus.

Il a adhéré au consensus sur les résolutions de l'Assemblée générale 69/29, intitulée « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient »; 69/26, intitulée « Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique »; 69/36, intitulée « Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale »; et 69/63, intitulée « Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie ».

Il a voté en faveur des résolutions 69/35, intitulée « Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires », et 69/66, intitulée « Troisième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie en 2015 ».

Mesure Mesures mises en œuvre depuis avril 2014

- 10 Sans objet
- 11 Le Canada a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) le 24 septembre 1996 et l'a ratifié le 2 décembre 1998.

En attendant l'entrée en vigueur de ce traité, il applique provisoirement la Loi de mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- 12 Le Canada fait savoir chaque année quelles actions il engage pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du TICE de façon à ce qu'il puisse en être tenu compte dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée.
- 13 Le Canada a participé à l'organisation de la huitième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York le 24 septembre 2014. La déclaration ministérielle conjointe publiée à l'issue de cette réunion a notamment encouragé tous les États dont les noms figurent à l'annexe 2 du Traité à signer et ratifier ce dernier s'ils ne l'avaient pas encore fait.

Le Canada a coparrainé la résolution 69/81 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », et voté en faveur de son adoption.

Il a présenté un résumé des activités qu'il mène pour promouvoir l'universalisation de ce traité afin qu'il puisse en être tenu compte dans le rapport du Secrétaire général sur la question (A/69/137).

Il continue de soutenir l'Initiative en cours du G7 visant à effectuer des démarches diplomatiques pour faire progresser l'entrée en vigueur et l'universalisation du TICE.
- 14 Les 16 stations et laboratoires du système de surveillance international du Traité implantés au Canada ont tous été achevés et certifiés par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE).

Deux spécialistes de Ressources naturelles Canada ont participé en qualité d'observateurs à l'inspection expérimentale intégrée que l'OTICE a conduite en 2014 dans le cadre des inspections *in situ* menées en Jordanie en novembre et décembre 2014. Du matériel de détection du rayonnement présent dans l'air que le Canada a fourni à l'OTICE en septembre 2013 a été utilisé à cette occasion. Le Canada a également participé à la réunion d'information et à la visite organisées le 16 novembre.
- 15 Le Canada a présidé les séances qu'a tenues le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier un traité interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, en mars, avril et août 2014, puis en janvier, mars et avril 2015.

Il a activement plaidé en faveur de l'ouverture de négociations relatives à un tel traité au sein de la Conférence du désarmement ou d'une autre instance internationale.

Il était disposé à adhérer au consensus sur le programme de travail proposé par le Président mexicain de la Conférence le 27 janvier 2015 dans le document CD/WP.584, qui prévoyait de créer un organe subsidiaire pour négocier ce traité en se fondant sur le document CD/1299 et conformément au mandat qui y était défini.
- 16 Sans objet

- 17 Le Canada continue d'appuyer la mise en place de modalités de vérification adéquates et juridiquement contraignantes visant à garantir que les matières fissiles qui ne sont plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées.
- 18 Conformément aux obligations juridiques qui lui incombent en vertu de l'accord de garanties généralisées et du protocole additionnel s'y rapportant qu'il a conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), obligations qui découlent du TNP et dont le respect est vérifié au moyen d'inspections régulières menées par l'Agence, le Canada n'exploite aucune installation qui produit des matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.
- 19 Le Canada a participé à la réunion inaugurale de l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification, tenue à Washington, les 19 et 20 mars 2015.
- 20 Le Canada a coparrainé le document de travail sur la transparence des États parties non dotés d'armes nucléaires présenté conjointement par les membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement (NPT/CONF.2015/WP.17), qui comportait un modèle de rapport visant à améliorer la transparence des mesures mises en œuvre pour appliquer le plan d'action adopté en 2010.
- 21 En partenariat avec l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, des observations et avis ont été communiqués à chacun des États dotés de l'arme nucléaire à propos des rapports sur l'application du Traité de non-prolifération qu'ils ont présentés à la session de 2014 du Comité préparatoire de la Conférence, afin d'en augmenter la quantité et la fréquence et d'en améliorer la qualité.

Le Canada demeure favorable à l'utilisation du projet de formulaire unique de communication de l'information relative au désarmement nucléaire établi par l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement pour améliorer la transparence des activités qu'engagent les États dotés de l'arme nucléaire en faveur du désarmement nucléaire. Ce projet a été présenté à la session de 2012 du Comité préparatoire du TNP dans le document de travail publié sous la cote NPT/CONF.2015.PC.1/WP.12.
- 22 Le 19 janvier 2015, en partenariat avec une ONG canadienne, le Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale du Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement a décerné huit bourses à des étudiants de cycles supérieurs d'universités canadiennes qui ont publié des mémoires de recherche sur certaines questions de sécurité internationale, notamment la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

Le 20 février 2015, le Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement a organisé un débat à Ottawa entre les lauréats de bourses d'études supérieures, qui a été animé par des responsables et des experts canadiens.
- 23 Le Canada continue d'inviter les États qui n'ont pas encore ratifié le Traité en qualité d'États non dotés d'armes nucléaires à le faire.

Non-prolifération nucléaire

- 24 L'accord de garanties généralisées que le Canada a conclu avec l'AIEA est en vigueur depuis le 21 février 1972.

Mesure Mesures mises en œuvre depuis avril 2014

- 25 Le Canada, qui considère que ces deux instruments constituent la norme en matière de vérification visée à l'article III du Traité, continue d'exhorter tous les États qui ne l'ont pas encore fait à conclure avec l'AIEA un accord de garanties généralisées complété par un protocole additionnel, et à les appliquer.
- 26 Depuis 2005, l'AIEA conclut chaque année que toutes les matières nucléaires se trouvant au Canada sont affectées à des fins pacifiques. Cette conclusion générale, dégagée en application de l'accord de garanties généralisées et du protocole additionnel s'y rapportant, donne l'assurance maximale que le Canada respecte les engagements qu'il a contractés en matière de non-prolifération en vertu du Traité.
- Le Canada a voté en faveur de la résolution 69/59 de l'Assemblée générale, intitulée « Respect des accords et obligations en matière de non-prolifération, de limitation des armements et de désarmement ».
- 27 Le non-respect par l'Iran des obligations qu'il a contractées en matière de non-prolifération en vertu du Traité constitue l'une des plus graves menaces compromettant l'intégrité et l'autorité de ce dernier. Le Canada continue d'engager l'Iran à se conformer pleinement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, et à collaborer avec l'Agence dans le cadre du mécanisme de coopération pour répondre à toutes les préoccupations que suscitent encore ses activités nucléaires, notamment leurs éventuelles dimensions militaires. À cette fin, le 2 avril, le Ministre canadien des affaires étrangères a annoncé que le Canada verserait une contribution de 3 millions de dollars pour soutenir les activités de l'Agence visant à contrôler le respect par l'Iran des engagements pris au titre du plan d'action commun.
- À la Conférence générale de l'AIEA et lors des réunions du Conseil des gouverneurs de l'Agence tenues en 2014 et 2015, le Canada a de nouveau condamné les activités illicites de la République populaire démocratique de Corée visant à mettre au point des armes nucléaires, notamment ses essais nucléaires, ses activités d'enrichissement d'uranium et de retraitement de plutonium, et ses essais de missiles balistiques. Il continue d'engager la Corée du Nord à se conformer pleinement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité, à respecter à nouveau le Traité et l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'Agence et à honorer les engagements qu'elle a contractés au titre de la Déclaration commune publiée à l'issue du quatrième cycle des pourparlers à six.
- À la Conférence générale de l'AIEA et lors des réunions du Conseil des gouverneurs de l'Agence tenues en 2014 et 2015, le Canada a engagé la Syrie à collaborer pleinement avec l'Agence pour régler les questions en suspens liées au non-respect de son accord de garanties, en particulier en ce qui concerne le site de Dair Alzour et d'autres sites connexes que l'Agence a repérés.
- 28 Le protocole additionnel que le Canada a signé avec l'AIEA le 24 septembre 1998 est entré en vigueur le 8 septembre 2000.
- 29 Le Canada continue de soutenir l'initiative en cours du G7 visant à effectuer des démarches diplomatiques pour faire progresser l'universalisation du protocole additionnel.
- 30 Sans objet
- 31 Sans objet

- 32 Le Canada a soutenu sans réserve l'adoption, lors de la Conférence générale de l'AIEA tenue en 2014, du concept d'application des garanties au niveau de l'État. Il salue les actions que l'AIEA mène pour appliquer ce concept à tous les pays où un accord de garanties est en vigueur, car l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des garanties requiert une évolution constante de leurs modalités d'application.
- 33 Le Canada a versé sa quote-part de 2015 au budget général de l'AIEA en totalité et dans les délais.

En 2015, il a versé quelque 6 millions de dollars canadiens au Fonds de coopération technique de l'Agence.
- 34 Par le biais de son programme de soutien aux garanties, le Canada contribue aux activités de recherche, de développement et d'appui concernant le matériel et les techniques utilisées dans le pays et à l'étranger pour appliquer les garanties afin d'en renforcer l'efficacité et l'efficience.
- 35 Le Canada est membre du Groupe des fournisseurs nucléaires et du Comité Zangger et partie à l'Arrangement de Wassenaar.
- 36 Le système canadien de contrôle des exportations est compatible avec les listes des mécanismes multilatéraux de contrôle des exportations nucléaires auxquels le pays participe.
- 37 Le système national canadien de contrôle des exportations garantit l'interdiction des exportations de biens nucléaires ou à double usage qui présenteraient un risque inacceptable de détournement vers un programme d'armes de destruction massive ou une installation non soumise aux garanties, ou qui seraient de toute autre façon contraires à la politique de non-prolifération du Canada ou à ses obligations et engagements internationaux.
- 38 Le Canada a conclu 30 accords de coopération nucléaire avec 48 pays, notamment en développement, afin de faciliter des échanges mutuellement avantageux aux fins d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.
- 39 En coopérant avec d'autres pays aux fins d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, le Canada tient pleinement compte des antécédents du pays bénéficiaire en matière de non-prolifération, ainsi que de la façon dont celui-ci applique les normes de sécurité nucléaire, ainsi que les recommandations et directives en la matière.
- 40 Le Canada assure une protection physique efficace maximale à l'échelle nationale au moyen d'un cadre réglementaire robuste qui couvre les éléments liés à la sûreté, à la sécurité et aux garanties, par l'application de mesures strictes de protection physique et grâce à un secteur industriel parfaitement conscient de ses responsabilités et qui les honore pleinement. Ce cadre est renforcé par l'étroite collaboration pour les questions de sécurité nucléaire entre l'organisme national de surveillance, à savoir la Commission canadienne de sûreté nucléaire, les services de police et de renseignements fédéraux et provinciaux, le secteur industriel, des gouvernements étrangers et des organisations internationales.

Au Sommet sur la sécurité nucléaire tenu en 2014, le Premier Ministre Steven Harper a annoncé que plus de 28 millions de dollars canadiens seraient consacrés à des projets exécutés dans le cadre du Programme canadien de partenariat mondial au profit de la sécurité nucléaire et radiologique. Il s'agit notamment de projets sur la protection physique visant à améliorer la sécurité des installations nucléaires et radiologiques en Asie du Sud-Est; de projets sur la lutte contre le trafic illicite visant à améliorer les capacités de détection au Moyen-Orient et dans les principaux ports des Amériques; de projets sur la sécurité radiologique visant à renforcer la sécurité et la gestion des sources de radioactivité, notamment dans les pays des Amériques, d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et d'Afrique où ces sources sont d'origine canadienne; de projets qui mettent l'accent sur la coopération avec le secteur industriel aux fins de la mise au point d'une formation à la sécurité des responsables des installations nucléaires et d'un guide des meilleures pratiques en matière de gestion des sources de rayonnement dans les applications médicales.

- 41 Le Canada assure la protection physique de ses matières nucléaires par des mesures strictes : forces d'intervention armée déployées *in situ*, surveillance constante des menaces, contrôles de sécurité renforcés, programme complet de simulations et d'exercices et solide protection du périmètre. Au Canada, la protection physique est renforcée par un système de comptabilité rigoureuse des matières nucléaires qui assure le suivi des matières nucléaires, conformément aux engagements internationaux du pays.
- 42 Le Canada a ratifié l'Amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires en décembre 2013.
- 43 Le Canada réaffirme son attachement au Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et aux Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives. Il appuie aussi résolument les actions engagées par l'Agence pour arrêter des directives harmonisées à l'échelle internationale aux fins de l'application des recommandations de ce code de conduite relatives à la gestion à long terme des sources de radioactivité qui ont cessé d'être utilisées.
- 44 Voir la mesure n° 40 à propos de l'aide octroyée à des États parties aux fins du renforcement de leurs capacités nationales de lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires.

Au Sommet sur la sécurité nucléaire tenu en 2014, le Canada a coparrainé une déclaration conjointe avec la République de Corée sur des mesures concrètes visant à promouvoir l'application intégrale et universelle de la résolution 1540 du Conseil de sécurité, qui a recueilli l'adhésion de plus de 30 pays et celui de l'Organisation des Nations Unies.

En juillet 2014, le Canada a organisé, à Manille, un séminaire régional financé par le Programme de partenariat mondial sur la mise au point de plans nationaux d'action facultatifs qui récapitulent les points de contact nationaux et les mesures de renforcement des capacités visant à promouvoir l'application de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En septembre 2014, le Canada a organisé à Port of Spain, en collaboration avec l'Office de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) chargé de la sécurité et de la lutte contre la criminalité, un atelier sur l'interdiction des armes de destruction massive. Cet atelier a été financé par le Programme canadien de partenariat mondial.

En novembre 2014, le Canada a organisé une réunion sur la production de preuves criminalistiques nucléaires devant les tribunaux. Cet atelier visait à préparer l'atelier de mars 2015 sur l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire organisé par les Pays-Bas.

Le Programme de partenariat mondial a en outre apporté un soutien financier à des partenaires pour leur apporter une assistance législative afin de renforcer la non-prolifération des armes de destruction massive en Amérique latine et en Asie du Sud-Est; renforcer les capacités législatives et juridiques des pays afin de faciliter la ratification des instruments relatifs à la sécurité nucléaire; former des équipes d'intervention contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives au Mexique, en Malaisie et en Indonésie; renforcer les capacités de contrôle des exportations et de maintien de la sécurité aux frontières en Asie du Sud-Est.

- 45 Le Canada a ratifié la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire en novembre 2013.
- 46 Les capacités techniques du système national d'une part, et la nature et la portée de la coopération entre celui-ci et l'AIEA, d'autre part, constituent deux des facteurs propres à chaque État dont l'Agence tient compte pour définir une approche nationale des garanties. Le Canada continue de collaborer avec l'Agence pour affiner le concept d'application des garanties au niveau de l'État.

Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

- 47 Le Canada dispose d'un système de réacteur nucléaire national, possède un secteur nucléaire vaste et diversifié, et est un fournisseur fiable d'uranium, d'équipement et de technologies nucléaires, ainsi que de radio-isotopes.
- 48 Voir la mesure n° 39.
- 49 Le Canada fournit des experts, du matériel et des technologies à de nombreux États parties en développement par le biais de la coopération technique. Il a conclu des accords de coopération nucléaire avec de nombreux pays en développement. Il a exporté dans ce cadre des réacteurs, des matières nucléaires et du matériel destinés à des centrales nucléaires.
- 50 Pour de plus amples informations à propos de la coopération nucléaire du Canada avec les pays en développement, voir la mesure n° 49.
- 51 Pour de plus amples informations à propos des accords de coopération nucléaire du Canada, voir la mesure n° 38.
- 52 Pour de plus amples informations sur les contributions du Canada au Fonds de coopération technique de l'AIEA, voir la mesure n° 33.
- 53 Le Canada participe depuis longtemps, au sein des organes directeurs de l'AIEA et des groupes de travail chargés de la question, aux actions menées pour améliorer la gouvernance et la gestion du Fonds de coopération technique de l'Agence. Malgré les progrès accomplis ces dernières années, il reste beaucoup à faire dans les domaines de la gestion stratégique, du contrôle des décisions, de la désignation des pays bénéficiaires du Fonds et du versement des contributions par les États Membres. Le Canada continuera à intervenir auprès des États membres de l'Agence pour impulser des changements positifs dans ces domaines.

Mesure Mesures mises en œuvre depuis avril 2014

- 54 Pour de plus amples informations sur les contributions du Canada au Fonds de coopération technique de l'AIEA, voir la mesure n° 33.
- Au mois de mars 2015, le Canada avait versé la totalité de ses contributions volontaires au Fonds.
- 55 Le Canada soutient l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques, notamment en fournissant des ressources en nature aux projets exécutés dans ce cadre.
- 56 Le Canada participe activement et régulièrement au Programme de coopération technique auquel il fournit un appui et des compétences techniques. Il a accueilli des boursiers et chercheurs venus des Amériques, d'Asie, d'Afrique et d'Europe et organisé des réunions du Programme de coopération technique dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la réglementation. Des conférenciers et experts canadiens ont participé à l'organisation de formations techniques dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'environnement, de l'énergie, de la technologie des rayonnements, ainsi que de la sûreté et de la sécurité.
- 57 Pour de plus amples informations sur les accords de garanties généralisées, le Protocole additionnel et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, voir les mesures n^{os} 24, 28 et 42.
- La loi de 1985 sur l'énergie nucléaire (modifiée en 1997) régit la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada.
- La loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires, qui remplace la loi sur le contrôle de l'énergie atomique, est entrée en vigueur en mai 2000. Elle a porté constitution de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) en tant qu'organisme national de surveillance et défini son mandat, ses fonctions et ses pouvoirs, notamment en ce qui concerne la réglementation à l'échelle nationale du développement, de la production et de l'utilisation d'énergie nucléaire, ainsi que de la production, de la détention et de l'utilisation de substances nucléaires, et de matériel et renseignements réglementés.
- 58 Le Canada a appuyé la décision qu'a prise le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en décembre 2010 en vue de créer une banque d'uranium faiblement enrichi, et il continuera d'évaluer les propositions de mécanismes de garantie relatifs au combustible en fonction de leur valeur intrinsèque.
- 59 Le Canada a ratifié la Convention sur la sûreté nucléaire en décembre 1995.
- Il a ratifié la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire en janvier 1990.
- Il a ratifié la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique en août 2002.
- Il a ratifié la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs en mai 1998.
- Pour de plus amples informations sur la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, voir les mesures n^{os} 42 et 45.

Mesure Mesures mises en œuvre depuis avril 2014

- 60 À l'automne 2014, par l'entremise de son Programme de partenariat mondial, le Canada a versé 100 000 dollars canadiens pour aider la faculté de l'Institut à poursuivre la mise au point d'un programme de perfectionnement professionnel et d'agrément de qualité dans le domaine de la sûreté nucléaire.
- 61 Dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, le Canada a aidé la Jamaïque à remplacer l'uranium hautement enrichi du cœur de son réacteur de recherche Slowpoke par de l'uranium faiblement enrichi. Les compétences techniques et l'expérience du Canada ont été particulièrement utiles pour transformer l'uranium faiblement enrichi fourni par les États-Unis de façon à ce qu'il puisse être utilisé dans le réacteur Slowpoke.
- Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2014, le Canada a réaffirmé sa volonté de réduire au minimum la production d'uranium hautement enrichi, lorsque cela est possible du point de vue technologique et économique. À cet égard, il demeure résolu à éliminer l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans la production d'isotopes médicaux et compte y parvenir d'ici à 2016. Il continue en outre de s'efforcer de rapatrier d'ici à 2018 son uranium hautement enrichi en provenance des États-Unis.
- 62 La réglementation canadienne du transport des matières radioactives est fondée sur le Règlement de l'AIEA pour la sûreté des transports des matières radioactives.
- 63 Le Canada a signé la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires en décembre 2013.
- La loi sur la responsabilité et l'indemnisation nucléaires a été promulguée le 27 février 2015.
- 64 Le Canada prend acte du consensus dégagé à la 53e Conférence générale de l'AIEA selon lequel toute attaque ou menace d'attaque armée contre des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques et soumises aux garanties constitue une violation des principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et du statut de l'Agence, et y souscrit de nouveau.
-